

Questions orales

M. le Président: Il va falloir passer à autre chose.

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, nous avons une idée. Déclenchez des élections, et nous allons tout arranger.

[Français]

Monsieur le Président, le premier ministre se lève en cette Chambre et ne veut proposer aucune solution. Il n'a absolument aucune solution à offrir.

Aujourd'hui, il y a 1 600 000 chômeurs au Canada, qui coûtent 14 000 \$ chacun au gouvernement. Nous avons fait des suggestions au gouvernement au mois de janvier, et le gouvernement a refusé de les suivre.

Il y a des rumeurs présentement voulant que le gouvernement va peut-être avoir un programme conjoint avec les municipalités et les gouvernements provinciaux. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas agi au mois de janvier, comme nous l'avons suggéré? Aujourd'hui, il n'y aurait pas 1 600 000 chômeurs au Canada, qui coûtent 14 000 \$ chacun au trésor canadien. C'est pourquoi nous nous retrouvons devant ces difficultés, parce que le gouvernement ne sait pas quoi faire, et ne veut rien faire.

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, le leader de l'opposition admettra qu'il y a 12 240 000 Canadiens qui travaillent.

En 1984, il y en avait environ 11 millions. Le taux de chômage est trop élevé, c'est vrai. Il est vrai aussi que nous avons connu quatre trimestres consécutifs de croissance. Ce n'est pas une croissance très solide, mais elle est certainement du même ordre que celle de l'économie mondiale.

Si certains ne croient pas aux liens d'interdépendance entre notre économie et celle du reste du monde, ils feraient mieux de réétudier la question. L'économie canadienne est faible, à bien des égards, parce que l'économie mondiale manque de vigueur. Malgré tout, nous progressons. Nous avons abaissé le taux d'inflation, nous marquons des points dans la lutte contre le chômage, les ventes au détail sont à la hausse et nous établissons de nouveaux records dans les exportations.

Il y a donc une reprise. Elle est lente, mais sûre. Les choses s'améliorent.

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, les paroles du ministre des Finances ne seront pas d'un grand réconfort pour le million et demi de Cana-

diens qui sont sans emploi et leurs familles, dont il va jusqu'à nier l'existence.

Des voix: C'est honteux!

M. Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, j'ai une question pour le premier ministre.

Dans l'entrevue qu'il accordait récemment à la presse, il a effectivement admis qu'il avait commis des erreurs concernant les politiques économiques de son gouvernement et leur opportunité. Pour les millions de Canadiens qui souffrent de ces politiques et qui subissent les répercussions de l'Accord de libre-échange, de la TPS, des hausses d'impôt et de la perte d'emplois, cet aveu qui se double d'un appel à la clémence est vraiment lamentable.

Je le demande au premier ministre: Pourquoi n'abandonne-t-il pas également ces politiques dont il avoue maintenant qu'elles ont été des erreurs et pourquoi ne propose-t-il pas maintenant un nouveau plan économique ainsi qu'un nouveau budget visant à créer plus d'emplois et à susciter dès maintenant une véritable croissance? Sinon, à quoi bon cet aveu?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, un libéral trouvera peut-être choquant qu'un homme politique avoue qu'il n'a pas toujours raison, mais telle est de temps à autre la réalité au Canada.

J'ai reconnu très volontiers, lors d'une entrevue avec la Presse canadienne, qu'à l'instar de tous les autres dirigeants du monde industrialisé, y compris tous les économistes de premier plan dont nous avons eu l'occasion d'étudier les travaux, je n'avais pas prévu avec autant de précision que nous l'aurions souhaité la durée de la crise économique ou de la récession économique selon le pays. Il n'y a rien de mal à cela. Personne, pas même mon honorable collègue qui a parlé de démissionner en 1980 si les taux d'intérêt augmentaient, et ils ont grimpé à 17 p. 100 environ. . .

Une voix: Et il est toujours là.

M. Mulroney: Il s'est accroché pour sa pension de retraite. Jamais il ne lui est venu à l'esprit de démissionner.

Une voix: Voilà un homme de principe.

M. Mulroney: Je rappellerai au député une déclaration du chef de l'opposition officielle qui a dit, en 1978, lorsqu'il était ministre des Finances. . .

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Ils ne veulent pas l'entendre, monsieur le Président, et je puis le comprendre.